

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46511

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

schichte Abd el-Krims zuwandte. Der Untertitel ihres Werkes »Une épopée d'or et de sang« zeigt schon, worum es ihr geht, und eine schwelgerische und mehr als subjektiv gefärbte Heldengeschichte ist auch daraus geworden.

Kein Zweifel, »Abdelkrim« ist spannend und flott geschrieben, denn als erfahrene Journalistin weiß Daoud, wie sie die Leserschaft fesselt. Aber die Biographie ist alles andere als eine abgewogene Synthese, die wissenschaftlichen Kriterien genügen würde. Vornehmlich ältere und zumeist französische Sekundärliteratur bzw. Augenzeugenberichte bilden Daouds Fundament, während sie den Canossagang in die Archive leider scheute. Und dies wird ihr vielfach zum Verhängnis, denn das Buch strotzt von ärgerlichen Fehlern, die unkritisch aus der von ihr benutzten Literatur übernommen wurden. Eine ganze Reihe von Namen der wichtigsten europäischen Protagonisten des Rifkriegs sind schlichtweg falsch geschrieben. So hieß Daouds »Robert Gardiner« in Wahrheit *Charles* Gardiner, und ihr »Gordon Cannings« *Robert Gordon-Canning*. Der bekannte Schriftsteller Robert B. Cunninghame Graham entwickelt in Daouds Werk sogar fast schizophrene Züge, verwandelt er sich doch gleich in zwei Personen: »Graham« und »Cunnygham«. Es gibt etliche weitere Beispiele. Leider kann man sich auch an anderen Stellen nie sicher sein, daß die Fakten auch wirklich stimmen. Daoud wechselt mit ihrer »journalistischen« Schreibweise verwirrend oft die Zeitebenen und verheddert sich bisweilen selbst darin. Ihr schlichter und ungenauer Fußnotenapparat hätte auch weggelassen werden können. Zitate sind nur schwer auf ihren Ursprung zurückzuführen, sofern sie überhaupt belegt wurden. Die Bibliographie ist mehr als dürftig, englischsprachige Standardwerke wie Pennells »A Country with a Government and a Flag«, Woolmans »Rebels in the Rif«, Harts »The Aith Waryaghar of the Moroccan Rif« oder Flemings »Primo de Rivera and Abd-el-Krim« kommen genausowenig vor wie spanische oder arabischsprachige Literatur. Und selbst *der* Experte des Rifkriegs, Germain Ayache, wird nur sporadisch zitiert.

So präsentiert sich Daouds »Abdelkrim« als oberflächlich recherchiertes Heldenepos, das, abgesehen von Abd el-Krims Zeit des Exils, nichts Neues bietet. Daher bleibt nur zu resümieren: Eine fundierte Biographie des Rifrebellenanführers Mohammed ben Abd el-Krim el-Khattabi muß noch geschrieben werden.

Dirk SASSE, Münster

Gottfried NIEDHART, Die Außenpolitik der Weimarer Republik, München (R. Oldenbourg) 1999, X-142 S. (Enzyklopädie deutscher Geschichte, 53).

L'ouvrage répond à un triple objectif. Il fait dans un premier temps le point des connaissances et présente les principaux aspects de la politique extérieure de Weimar. L'auteur expose ensuite les problématiques fondamentales soulevées par cette politique et nous livre l'évolution de l'historiographie sur ces problématiques. L'ouvrage se termine enfin par une longue liste d'instruments bibliographiques qui rendra plus d'un service.

La collection à laquelle appartient l'ouvrage peut s'enorgueillir de ce titre, car Niedhart réussit pleinement à faire partager au lecteur la complexité de la politique extérieure de Weimar, et ce sur une centaine de pages à peine. La première partie de son ouvrage balaie chronologiquement cette politique extérieure. Versailles tout d'abord, avec ses enjeux pour la diplomatie allemande dans un contexte international difficile, permet à Niedhart d'insister sur les forces profondes, les options en place au moment de la négociation du traité, options et forces qui pour lui seront à l'œuvre tout au long de l'histoire de la République. Tour à tour, l'auteur passe en revue les élites (diplomates, militaires, hauts fonctionnaires) dont il analyse les attitudes, les options (attitude conciliatrice ou militaire) et les objectifs (retrouver un rang et les attributs de la puissance). Il insiste ensuite sur le fait que le traité de Versailles est à ses yeux un traité ouvert, car il permet à l'Allemagne de rester présente sur la

scène internationale (par exemple à travers la question des réparations et celle des frontières orientales que des plébiscites doivent encore fixer). Versailles est de ce fait loin d'être le Diktat traditionnellement décrié. Si le Reich s'engage alors dans une politique de résistance, c'est, nous explique Niedhart, qu'il surestime ses capacités. Et si cette attitude domine jusqu'à l'affaire de la Ruhr, l'auteur n'en oublie pas pour autant de mentionner les tentatives d'intégration du Reich dans le jeu européen (cf. Gênes).

Le changement de politique s'opère avec l'affaire de la Ruhr. Plusieurs phases se succèdent alors jusqu'à la fin de la République. De 1923 à 1925, la politique de détente de Stresemann permet à l'Allemagne de reprendre sa place dans le concert international. Elle s'accompagne d'une politique révisionniste qui stagne et montre ses limites au cours d'une seconde phase qui englobe les années 1926-1927. À partir de 1928, et ce jusqu'en 1930, on tente de poursuivre une politique de détente, tout en demandant « la liquidation des séquelles de la guerre » (en témoignent les crispations autour du plan Young et l'attitude ambiguë au moment du plan Briand en 1929). Enfin à partir de 1930, le Reich fait non seulement le forcing pour obtenir la révision de Versailles, mais également pour retrouver un rôle moteur dans le concert international. Pendant cette phase, la politique extérieure est essentiellement conçue d'un point de vue national, loin de l'objectif de coopération en Europe affiché pendant les périodes précédentes.

Cette politique extérieure soulève des problèmes fondamentaux que Niedhart évoque dans sa seconde partie, de loin la plus pertinente de son ouvrage. Il s'intéresse d'abord à la politique extérieure de Weimar, comme objet de recherche en nous présentant un état des sources disponibles, et surtout en nous montrant la chronologie des recherches consacrées à la diplomatie de Weimar. On remarque ainsi avec intérêt que l'historiographie a dû attendre 1985 pour avoir une première présentation d'ensemble de la politique extérieure de Weimar avec l'ouvrage de P. Krüger. L'historiographie a dû en effet – ce que montre très bien Niedhart – s'affranchir de l'image négative de Weimar, pour enfin dépasser les habituelles études sur Versailles, Rappallo ou Locarno et explorer des pans entiers laissés dans l'ombre. Cette revisitation commence dans les années 1960, se poursuit dans les années 1970. Il faudrait – et c'est un souhait que nous partageons avec l'auteur – compte tenu des études récentes une nouvelle synthèse.

Une quarantaine de pages permettent enfin à Niedhart d'évoquer les problèmes posés à l'historiographie par cette politique extérieure. Une réflexion centrée sur la question de la continuité ou de la rupture amène des pièces au débat qui éclairent la politique de puissance de l'Allemagne d'un jour nouveau, en insistant sur le fait que Weimar privilégie la variante économique à la variante militaire. Si continuité il y a dans le corps diplomatique, cela n'empêche pas la réforme Schüller de l'*Auswärtiges Amt*. Celle-ci conditionne cette nouvelle variante. Avec Stresemann, la politique extérieure allemande renonce définitivement à la guerre comme moyen de finalisation des objectifs de puissance. L'historiographie met également en valeur certaines ruptures. Elle insiste sur le fait que cette politique extérieure qui explore avec Weimar davantage les voies de la coopération peut dans un sens être qualifiée de républicaine. On saisit ainsi le paradoxe d'une politique qui déjà avant la crise de 1929 est marquée à la fois du sceau de la coopération et de la révision. Vers 1927/28 cette dualité est difficilement tenable et lorsque le Reich doit, à ce moment, choisir sa voie, l'ordre international devient alors plus instable.

Autre point qui favorise la polémique: quelle place l'Allemagne occupe-t-elle dans le système international à partir du traité de Versailles, un traité qui mécontente tout le monde, Allemands, Français et Anglais? Or ce n'est pas tant le traité, aux dires de Niedhart, que la politique allemande de la France qui pose problème, une politique que l'on peut comprendre quand on sait que le traité de garantie réclamé par Paris lui est refusé par ses partenaires. Mais l'hégémonie française s'estompe à partir de 1923 et une politique de révision dispose dès lors d'atouts. Ce qui déstabilise dans un premier temps les voisins du Reich, c'est

ce «révisionnisme raisonnable» qui se pratique par une politique de coopération, une politique que Curtius abandonne en 1930. Une telle approche suppose une diplomatie multilatérale qui ne doit cependant pas, même pour Stresemann, signifier supranationalité et abandon de souveraineté. Elle ne supprime pas les relations particulières avec les pays incontournables: Angleterre, États-Unis, France et URSS. Au bout du compte, cette politique de coopération a ancré l'Allemagne davantage à l'Ouest qu'à l'Est.

Au total cette mise au point de Niedhart sur la politique extérieure de Weimar est extrêmement utile, car à côté de cet état des lieux qu'elle propose, elle est vivifiante dans la mesure où elle ouvre des voies et incite à approfondir certains aspects négligés: poids de la société civile, par exemple. Et même s'il ne faut pas perdre de vue les pans de continuité entre cette politique extérieure et celle du Reich hitlérien naissant, il n'empêche que la politique extérieure de Weimar aura également influencé certains aspects de la diplomatie de la RFA. A ces divers titres, cet ouvrage n'est pas seulement un état des lieux, mais bien davantage un appel et un encouragement à la recherche.

Sylvain SCHIRMANN, Metz

Harald ZAUN, Paul von Hindenburg und die deutsche Außenpolitik 1925–1934, Köln (Böhlau) 1999, 610 S.

A la recherche d'explications pour l'échec de la République de Weimar et la dérive présidentielle du régime, les historiens ont analysé le rôle politique intérieur du président Hindenburg, mais ils ont négligé son influence sur la politique extérieure. Zaun comble cette lacune avec une étude très solide et bien documentée, consacrée au rôle de Hindenburg dans la politique extérieure allemande de 1925 à 1934. L'auteur s'appuie sur de très vastes dépouillements d'archives – archives de la Présidence, de la Chancellerie et de l'*Auswärtiges Amt*, nombreux *Nachlässe*, en particulier ceux de Stresemann, de Brockdorff-Rantzau et de Brüning –, mais aussi de sources imprimées et de mémoires, exploités avec rigueur. Il souligne d'abord la position constitutionnelle très forte du président de la République: représentant du Reich à l'extérieur, aucun accord n'est applicable sans sa signature. Cette position est encore renforcée par le règlement gouvernemental interne de 1924 qui précise les relations avec le président et affirme son droit à une information régulière. Hindenburg n'a aucune expérience de la politique extérieure et a les préventions d'un militaire à l'égard de la politique et de la diplomatie. Il donne, néanmoins, une priorité à la politique étrangère, exigeant une information rapide et précise de l'*Auswärtiges Amt*, ce qui en fait un homme remarquablement informé. Hindenburg est partisan d'une révision pacifique et d'une politique des «petits pas» pour restaurer le prestige de l'Allemagne et la libérer progressivement des chaînes de Versailles. Ses priorités sont la *Kriegsschuldfrage*, la libération de la Rhénanie, la protection des minorités allemandes et les relations avec la Russie. Zaun estime que la nomination des diplomates en poste à l'étranger est un moyen efficace d'influence pour le président. La succession de Brockdorff-Rantzau à Moscou, fin 1928, donne ainsi lieu à un affrontement avec Stresemann, qui débouche sur la nomination d'un candidat de compromis. Notons que, contrairement à ce qu'écrit l'auteur, l'ambassadeur à Moscou n'a pas accès direct (*Immediatbericht*) au Président. C'est un privilège accordé au seul Brockdorff-Rantzau en 1922, et confirmé par Stresemann fin 1925. Zaun souligne aussi le rôle de Hindenburg dans la nomination de Neurath comme ministre des Affaires étrangères en juin 1932, et dans son maintien sous le chancelier Hitler.

Malgré ses réserves à l'égard de la SDN, Hindenburg soutient la politique de Locarno par réalisme et sens du devoir, et résiste aux pressions nationalistes. Il condamne le départ de la DNVP du gouvernement, en octobre 1925, comme un abandon de poste. Zaun sous-estime, à notre avis, les réticences de Hindenburg à l'égard de la SDN et ses tentatives pour obtenir